

l'activité du Parti » et qu'il faut lier « la perspective immédiate » à la lutte pour le socialisme, après avoir écrit en conclusion d'un rapide examen de la situation internationale :

« Une telle situation signifie que la victoire du socialisme dans le monde entier est à l'ordre du jour pour un proche avenir. »

Tout ce gauchissement de la politique du P.C.F. reste dans les cadres d'une conception bureaucratique. La direction ne cherche pas à développer le mouvement même de la classe ouvrière, à en saisir son rythme propre pour l'aider à acquérir toute son ampleur ; sa politique vise à faire entrer le mouvement des masses dans un plan conçu bureaucratiquement en fonction des besoins du Kremlin. Cette crainte d'un mouvement se développant suivant son propre rythme se manifeste avant tout dans le fait que la direction du P.C.F. se dérobe sur le problème de la liaison entre les tâches qu'elle fixe, les perspectives qu'elle formule d'une part, et les moyens de mobilisation des masses quelle apporte à ses militants d'autre part. Cela s'exprime essentiellement dans les deux principales questions de l'heure pour le mouvement ouvrier, celle du front unique et celle du gouvernement, qui sont toutes deux intimement liées.

En matière de front unique, la direction stalinienne a une position hybride. Elle préconise le front unique syndical de bas en haut, sans toutefois mener une campagne énergique pour le front unique de centrale à centrale. Sur le plan politique, elle permet et parfois encourage, pas trop énergiquement cependant, un front unique entre section communiste et section socialiste sur le plan local ; mais il n'est jamais question de front unique entre les deux organisations sur le plan départemental et encore moins sur le plan national. De ce point de vue, il existe encore dans les articles des dirigeants staliniens toute une phraséologie de type « 3^e période », la dénonciation de la politique des dirigeants socialistes étant faite en des termes propres à empêcher les membres du P.S. de comprendre et d'évoluer.

Dans la question du gouvernement, la direction du P.C.F. qui depuis de longs mois avait omis d'en parler, s'est vue contrainte, lors des dernières crises ministérielles, de répondre, d'apporter sa solution. Elle a repris son mot d'ordre de « gouvernement d'union démocratique »,

on a entendu également de la part des dirigeants d'autres formules au cours du même C.C. de février : « Un gouvernement d'hommes honnêtes faisant une politique française, une politique de paix. » C'est visiblement un problème qui gêne la direction stalinienne. L'unité d'action, même sous les formes bâtarde qu'elle emprunte ; la menace du gaullisme ; le fait du rejet dans l'opposition, même à éclipses, des socialistes — conduisent à l'idée d'un front unique socialiste-communiste aboutissant à un gouvernement de ces partis sur un programme de défense des intérêts des travailleurs. Une telle proposition aurait de grandes répercussions si elle était mise en avant par l'une de ces deux vieilles directions. Les chefs socialistes évidemment en sont horrifiés : se retrouver avec les staliniens ! Les chefs staliniens ne craignent pas les chefs socialistes, mais le dynamisme d'une telle politique. Aussi, tout en ayant formulé le mot d'ordre d'un gouvernement pour faire une politique toute différente, les dirigeants staliniens en restent là. Ce mot d'ordre — même sous cette forme — soulève des questions fort embarrassantes pour eux. Avec qui faire un tel gouvernement, si — selon leurs propres termes — les chefs socialistes sont les alliés des gaullistes et si, d'autre part, « la bourgeoisie, en tant que classe, trahit cyniquement les intérêts nationaux » ? Il n'est pas sérieusement possible de désigner en l'occurrence les compagnons de route, bourgeois progressistes, etc., qui représentent à peine plus qu'eux-mêmes.

Mais ne pas répondre à la question gouvernementale, c'est nuire au mot d'ordre de grève politique de masse contre le gaullisme, car une telle grève pose impérieusement la question du pouvoir.

Dicté par des considérations spécifiques à la bureaucratie moscovite, et se situant dans une période de radicalisation des masses provoquée par la situation internationale, le gauchissement de la politique du P.C.F. entraîne les militants communistes à se poser des problèmes politiques de plus en plus élevés. Cette situation fera se développer dans le P.C.F. une vie politique, au début très pauvre mais qui, à la longue, se tournera contre le régime et la direction stalinienne.

AVRIL 1952.

États-Unis

Progrès de la lutte contre la loi Smith

La loi Smith permet la condamnation de ceux qui professent le marxisme. C'est en vertu de cette loi qu'ont été condamnés les 16 dirigeants du P.C. américain. C'est aussi en vertu de cette loi que furent condamnés en 1941 les dirigeants trotskystes américains. A cette époque (celle de l'alliance Staline-Roosevelt), les

staliniens approuvèrent cette mesure. Lorsqu'ils furent à leur tour victimes de cette loi, ils firent appel à tous les démocrates pour la défense du droit d'opinion. En juillet 1949 fut ainsi tenue une Conférence pour les libertés civiques. Contrôlant cette conférence, les staliniens s'opposèrent à ce que la lutte contre la